



# Contre l'austérité et la régression sociale IL EST URGENT DE STOPPER L'OFFENSIVE DU GOUVERNEMENT

bulletin du NPA Lille - décembre 2014

*Lundi, Hollande est revenu une nouvelle fois à Florange, comme l'assassin revient sur les lieux de son crime. En 2012, debout sur une camionnette, il assurait, en tant que candidat, que « lui président » se battraient pour que les hauts-fourneaux restent ouverts. Un an plus tard, il était revenu en tant que chef de l'État... pour entériner la fermeture du site ! Son seul engagement alors : revenir chaque année. Ce lundi, promesse tenue (et sans doute la seule depuis son élection) il est revenu faire son coup de com' : mais pas auprès des travailleurs... Il a soigneusement évité de rencontrer ceux qui manifestaient. Il a préféré s'adresser au patronat... qui en demande toujours plus.*

## Les patrons pleurent la bouche pleine

Non contents d'avoir pour eux le pacte de responsabilité et ses 40 milliards d'euros d'allègements de charges aux entreprises, la nouvelle proposition de François Hollande ne leur suffit pas. En effet, le 6 novembre, le président annonçait la transformation du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) en baisse de charges sociales en 2017. Malgré cela, Gattaz et ses amis organisent une « semaine de mobilisation » début décembre pour montrer leur « exaspération terrifiante ». Sortons nos mouchoirs !

## Les travailleurs et la population paient la note

Le budget de l'État 2015 est un des pires budgets d'austérité jamais voté. Sur l'ensemble des administrations publiques c'est 21 milliards d'euros d'économies qui sont prévus. 3,7 milliards d'euros seront économisés sur les dotations aux collectivités locales. La dégradation de l'emploi public et des services à la population vont s'accroître. Après les travailleurs de la santé qui sont mobilisés depuis plusieurs mois contre les fermetures d'hôpitaux et la casse de la Sécu, c'est au tour des enseignants et des professeurs des écoles de plusieurs départements d'entrer en lutte contre la disparition programmée des « zones d'éducation prioritaire ». Là encore, voilà une des belles promesses de Hollande jeté aux orties : les 60 000 postes annoncés dans l'éducation ! Non seulement ces postes n'ont pas été créés mais on déshabille des écoles et des collèges de quartiers populaires pour accentuer les logiques de

rentabilité à l'œuvre dans toute la fonction publique.

## Ne nous laissons plus dépouiller de nos droits, de nos acquis !

Il est frappant de voir que malgré toutes ces attaques redoublées contre nos emplois, nos conditions de vie ou d'études des plus jeunes, aucune perspective de lutte d'ensemble n'est proposée par les organisations syndicales. Cela n'empêche pas que des luttes éclatent comme celles des étudiants de plusieurs universités, ou plus généralement d'une partie de la jeunesse, révoltée par le monde capitaliste et ses plaies écologiques ou sociales. Luttés de la jeunesse qui sont confrontés à une répression policière de plus en plus forte, d'autant plus forte que ce gouvernement est de plus en plus impopulaire. Alors, si jeunes, moins jeunes, salariés du privé, du public, parents d'élèves, privés d'emplois, on s'y mettait tous ensemble, c'est sûr que la peur commencerait à changer de camp.



---

## Répression et résistance à La Poste

Le 30 octobre dernier se tenait à Paris une commission disciplinaire contre Yann, postier dans le 92. Ce n'est pas un hasard : il a fait partie des principaux animateurs d'une grève qui a duré 172 jours et qui a fait reculer la direction de La Poste qui voulait supprimer des emplois. Un rassemblement s'est tenu pour le soutenir qui a regroupé de nombreuses personnes. Tous ont mis en avant la nécessité de combattre la répression des dernières luttes orchestré par la direction du groupe. La Poste veut empêcher toutes contestations victorieuses des réorgs, des suppressions de tournées ou du développement de la précarité. La répression ne nous fera pas taire !

### La Sncf est coupable

En 2013 le déraillement d'un train à Brétigny a fait 7 morts. Un cabinet d'experts vient d'établir que le nombre d'agents de surveillance des équipements avait été réduit de moitié entre 2010 et 2012, et que la pièce de la voie défectueuse avait été signalée en 2011 et pas remplacée. Partout l'austérité tue.

---

## Le gouvernement s'en prend à l'éducation prioritaire

Alors que les conditions de travail pour les personnels de l'éducation nationale se dégradent de plus en plus, un certain nombre de collègues et de lycées sortent de l'éducation prioritaire. Cela signifie moins de moyens et une hausse des effectifs par classe. Les collègues de Rouvroy (62) et de Wallers (59) étaient en grève le 27 novembre dernier pour dénoncer cette situation et faire part de l'inquiétude des personnels. De nombreux collègues des Hauts de Seine (92) et de Seine Saint Denis (93) se sont aussi mis en grève, la région parisienne étant avec le Nord Pas-de-Calais la région la plus concernée en France par l'éducation prioritaire. Une autre grève est prévue le 9 décembre pour défendre l'égalité devant l'éducation !

---

## Hayange : le vrai visage du FN

La commission des comptes de campagne électorale a rejeté celui du maire d'Hayange qui n'y aurait pas fait figurer plusieurs milliers d'euros de dépenses. Contrairement à ses slogans, le FN n'est pas différent des autres partis qui défendent le système. Une tricherie ? Peu leur importe, l'essentiel est de s'installer dans les institutions pour servir la bourgeoisie.

***Si ce bulletin te plaît, n'hésites pas à nous contacter pour en discuter ou bien à le diffuser autour de toi aux collègues !***

**www.npa2009.org**  
**npa.lille@gmail.com**

---

## Gaz, électricité : augmentations scandaleuses

Les tarifs du gaz et de l'électricité ont encore augmenté au 1er novembre : 2,31% pour le gaz, après une hausse en octobre de 3,9%. Pour l'électricité, c'est 2,5%. Une entreprise comme EDF qui pleure misère, alors qu'elle fait des bénéfices record : 3,6 milliards en 2013 et déjà 3,1 milliards rien que pour le premier semestre 2014 !

La seule raison pour ces augmentations largement supérieures à l'inflation et à la hausse des salaires, est que c'est bientôt l'hiver et que bien sûr, ces deux entreprises veulent remplir leurs coffres forts.

---

## Burkina Faso : 3 jours de manifestations ont eu raison de 27 ans de dictature !

A la suite d'un projet de loi visant à réviser la Constitution du Burkina Faso pour permettre au président Blaise Compaoré de rester au pouvoir un mandat de plus, le peuple s'embrase, met à sac et brûle l'Assemblée ! Le projet de loi est annulé et Compaoré démissionne !

Invité au défilé militaire du 14 juillet 1995 par Chirac et à l'Élysée par Sarkozy en 2008, Blaise Compaoré avait pris le pouvoir au Burkina Faso par un coup d'état en 1987 contre le révolutionnaire Thomas Sankara, devenu trop gênant pour les intérêts des entreprises françaises restées en Afrique après la prétendue « décolonisation. » Il avait alors pu entreprendre les réformes libérales souhaitées par ceux qui l'ont porté au pouvoir, de Chirac au colonel Kadhafi ! Accusé de trafic d'armes et de diamants, Compaoré a pourtant toujours été vu comme un « ami » de la France par nos « élites. » Aujourd'hui, le peuple burkinabé montre la voie à l'Afrique mais aussi au monde entier : les médias congolais censurent déjà leur révolution, Kabila a peur d'un équivalent du « printemps arabe » en Afrique subsaharienne... De la Tunisie au Burkina Faso et partout dans le monde, la révolution serait-elle en marche ? Ceux qui sont au pouvoir peuvent trembler...

---

## Retour vers le futur?

Il paraît que Sarkozy est « de retour ». C'est bizarre. A voir la politique actuelle du gouvernement, on n'avait pourtant pas l'impression qu'il avait quitté l'Élysée.

---

### Le chiffre : 1500 euros

1.500 euros par an, soit 125 euros par mois : c'est en moyenne ce que nous avons perdu en pouvoir d'achat depuis 2009 selon les calculs du magazine 60 millions de consommateurs. En cause : l'augmentation des loyers, de l'électricité ou des carburants, autant dire les dépenses incompressibles... Préserver notre pouvoir d'achat nécessite d'imposer l'indexation automatique des salaires sur le coût de la vie. Pourquoi les prix augmenteraient mais pas nos revenus ?